

d'un côté il y a trop de fortune et de l'autre trop d'indigence. Voilà, en deux mots, du point de vue historique, le bilan de la grande révolution et de toutes celles qui ont suivi !

II

S'ensuit-il qu'avec le socialisme il faille prétendre que le droit de propriété est contre nature, que la possession des biens de cette terre est un abus, que le partage des richesses est à refaire au plutôt qu'il convient de tout remettre à l'Etat qui, lui, impartialement, fera vivre tout le monde ?

Non, mes frères, répond le prédicateur, la doctrine socialiste est fausse. Rien n'est plus légitime en soi que le droit de propriété, rien n'est plus naturel que la possession des richesses de la terre. On n'a qu'à réfléchir, il me semble, un moment, pour le comprendre et s'en convaincre. Le fruit de mon travail est à moi, l'argent que je gagne est mien. C'est le produit de mon labeur, du labeur de ma pensée ou de celui de mon industrie. Qu'importe que ce soit par l'effort de mon cerveau ou par celui de mes bras et de mes mains que je gagne. Ce que je gagne est à moi ! C'est le bon sens même ! Très bien, concèdent certains socialistes ; mais il y a les héritages. Pourquoi les fils des riches sont-ils mieux partagés que ceux des pauvres ? Eh ! c'est que les fils continuent les pères, qu'ils sont la chair de leur chair et le sang de leur sang. Pourquoi alors les pères, légitimes propriétaires et possesseurs de biens, n'en disposeraient-ils pas en faveur de leurs fils ? C'est que, répondent les socialistes, il y a trop d'abus, et ils clament de plus belle : Refaisons le partage, donnons tout à l'Etat. Et de par quels droits, pouvons-nous répondre à notre tour ? Avant les droits de l'Etat, il y a ceux de la famille, et avant ceux de la famille ceux de l'individu. Sans doute, pour l'ordre et le bien général, l'Etat peut intervenir parfois et contraindre les individus et les familles à remplir leurs différents devoirs sociaux. Mais il ne saurait aller au-delà et se substituer en tout et pour tout aux familles et aux individus. La société est faite pour l'individu et non pas l'individu pour la société. A supposer même, allons plus loin, que l'Etat aurait le droit de s'attribuer ainsi tous les biens en refusant de reconnaître les droits antérieurement acquis, en le faisant, résoudrait-il le problème efficacement et pour longtemps ? En fait, cette solution ne résout rien ! Ouvrez l'histoire, étudiez les révolutions, scrutez tous les changements de régime qui se sont effectués au cours des âges. Qu'est-ce que l'histoire vous apprendra ? C'est que toujours ce qu'on a voulu détruire par la force